

**Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023**

-----

Article 7 – Intervention du sénateur Franck Montaugé le 7 mars 2023

Madame la Présidente,  
Chers collègues,  
Monsieur le Ministre,

Nous voilà donc à l'acmé de ce texte régressif dont nos débats depuis jeudi ont démontré qu'il est injuste, injustifié, injustifiable et stigmatisant pour certaines corporations.

À un moment de l'histoire de notre Nation où l'on attend du chef de l'Etat qu'il rassemble, qu'il ressoude les composantes du peuple français toutes appelées à faire vivre les idéaux de la République, à contribuer au bien commun dans un monde ouvert et complexe, voilà qu'on nous présente comme l'alpha et l'oméga de la politique de la France cette prolongation de 2 ans de vie au travail.

Alors pourquoi ?

Pourquoi ce nouvel assujettissement de très nombreux français, parfois, souvent, usés ou déjà cassés par une longue vie de travail.

Et bien parce qu'il faut d'abord, on ne l'a pas dit assez ici depuis jeudi, leur faire payer l'amortissement des centaines de milliards du « quoi qu'il en coûte » et l'état calamiteux des comptes publics qui se sont dégradés considérablement depuis 2017.

À l'heure de menaces multiples dont certains observateurs avisés nous disent qu'elles doivent être prioritairement prises en compte pour construire les politiques publiques de demain – je pense à la stagflation, au climat, aux inégalités, à l'énergie, aux conséquences de l'intelligence artificielle sur le travail... etc et aux recompositions géopolitiques où la France compte pour trop peu et bien vous, vous hystérisez notre vie publique !

Le travail est et doit rester, tout en évoluant dans le cadre du dialogue social et de l'écoute des corps intermédiaires, un facteur majeur de socialisation pour tous les français et de souveraineté nationale, dans l'équité et l'égalité homme-femme.

Vous êtes sourd à ces exigences dont la prise en compte fera la place de la France dans le monde et le bonheur des français qui y ont droit au terme d'une vie de labeur à 62 ans ! Retirez cette réforme.